



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
9 septembre 2008
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Point 16 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région
du groupe GUAM et leurs incidences
sur la paix, la sécurité et le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-troisième année**

**Lettres identiques datées du 9 août 2008, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du décret n° 402 du Président de la Géorgie (annexe I), de la lettre du Ministre des affaires étrangères de la Géorgie (annexe II) et de la décision prise par le Parlement géorgien le 9 août 2008 concernant la proclamation d'un état de guerre sur l'ensemble du territoire de la Géorgie et de la mobilisation générale (annexe III).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session, au titre du point 16 de l'ordre du jour, « Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM et leurs incidences sur la paix, la sécurité et le développement », et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Irakli Alasania



**Annexe I aux lettres identiques datées du 9 août 2008
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Président de la Géorgie**

J'ai l'honneur et le privilège de vous communiquer des informations sur la question suivante :

Le 9 août 2008, le Président de la Géorgie, invoquant le droit qui lui est conféré à cet égard aux articles 73 1) f) et 46 1) de la Constitution de la Géorgie, a proclamé un état de guerre sur l'ensemble du territoire de la Géorgie pour une durée de 15 jours, en vertu du décret n° 402. Le même jour, la proclamation d'un état de guerre a été approuvée par le Parlement géorgien.

Cette décision a été prise à la suite de l'agression militaire de la Fédération de Russie contre la Géorgie, qui a commencé le 8 août 2008 et se poursuit jusqu'à ce jour. Du fait de cette invasion, des cibles civiles, des hôpitaux, des quartiers résidentiels et des éléments d'infrastructure essentiels ont été bombardés dans l'ensemble du pays. Ces bombardements ont entraîné des pertes en vies humaines parmi la population civile et la destruction de biens.

Dans ces circonstances, l'exercice du droit de légitime défense était la seule mesure appropriée qui devait être prise, en vertu de l'article 98 de la Constitution de la Géorgie, de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies et du droit international coutumier. Il s'est donc avéré nécessaire de recourir à l'usage de la force dans le but de mettre fin aux attaques armées et d'éviter que la situation ne s'aggrave davantage.

Aucune dérogation à l'un quelconque des droits garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques n'a été déclarée à ce stade. Si la nécessité s'en faisait sentir, le Gouvernement géorgien en informerait l'Organisation des Nations Unies en temps voulu.

Nous vous tiendrons informés de l'évolution de la situation.

Vous trouverez ci-joint le texte du décret présidentiel n° 402 relatif à la proclamation d'un état de guerre sur l'ensemble du territoire de la Géorgie et de la mobilisation générale.

(Signé) Eka Tkeshelashvili

**Annexe II aux lettres identiques datées du 9 août 2008
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Décret du Président de la Géorgie relatif à la proclamation
d'un état de guerre sur l'ensemble du territoire
de la Géorgie et de la mobilisation générale**

N° 402 – 9 août 2008 – Tbilissi

Depuis quelques jours, la situation s'est détériorée dans l'ancienne Région autonome d'Ossétie du Sud. Les forces séparatistes violent massivement les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Des agressions armées et des violences sont perpétrées à l'encontre des civils. Ces agissements causent des pertes en vies humaines au sein des populations civiles et des forces de maintien de la paix. Des dizaines de civils sont blessés et leurs biens sont détruits.

Bien que le Gouvernement géorgien ait unilatéralement décidé de cesser le feu et proposé l'ouverture de pourparlers de paix, les séparatistes ont lancé des attaques de grande envergure contre la population civile les 7 et 8 août 2008. Les autorités géorgiennes ont pris les mesures nécessaires et suffisantes pour mettre fin à une attaque armée.

Les forces séparatistes ont été activement épaulées par la Fédération de Russie dans leurs agissements sur le territoire de la Géorgie. En particulier, le 8 août, des centaines de soldats armés et des véhicules blindés ont pénétré sur le territoire national via le tunnel de Roki.

Le 8 août, des avions de chasse de la Fédération de Russie ont fait de multiples incursions dans l'espace aérien de la Géorgie et bombardé les villes de Kareli, de Gori et les villages voisins; ils ont également pilonné les villages de la région de Tskhinvali, la base militaire de Vaziani et l'aérodrome militaire de Marneuli. Ces attaques ont entraîné des pertes en vies humaines parmi la population civile et la destruction d'édifices.

Par la suite, l'aéroport, la base militaire et la gare de Senaki ont été bombardés, de même que le port maritime, l'usine de construction navale et le nœud ferroviaire de Poti. Le 9 août, l'aéroport de Kopitnary, la gare de Gori et des habitations ont également essuyé des bombardements qui ont fait des victimes parmi la population civile. Au cours de ces dernières heures, la Fédération de Russie a poursuivi ses activités agressives en Abkhazie. Les territoires susmentionnés sont situés pour la plupart à une distance comprise entre 200 et 300 kilomètres de la région de Tskhinvali. L'agression armée perpétrée par la Fédération de Russie a donc largement dépassé les limites du territoire contesté et elle touche quasiment la totalité du territoire de la Géorgie.

Compte tenu de tout ce qui précède, il est évident que la Fédération de Russie mène une attaque armée contre la Géorgie en agissant à la fois de façon directe et indirecte.

L'attaque indirecte se matérialise par le soutien inconditionnel des forces séparatistes et la fourniture de matériel militaire, d'armes et de munitions, assurés

par des représentants de l'État russe qui occupent des postes de rang élevé dans la république autoproclamée d'Ossétie du Sud (Ministre de la défense, Ministre de l'intérieur, Secrétaire du Conseil de sécurité, Premier Ministre). L'attaque directe se manifeste par des opérations armées actives, intensives et continues qui impliquaient notamment de multiples violations de l'espace aérien de la Géorgie et des bombardements massifs. La flotte militaire de la mer Noire et des unités d'infanterie ont également été engagées. Ces actions, de par leur nature et leur ampleur, correspondent pleinement à la définition admise en droit international pour une agression armée et devraient être qualifiées comme telle.

Dans ces circonstances, l'exercice du droit de légitime défense est la seule mesure appropriée qui devrait être prise en vertu de l'article 98 de la Constitution de la Géorgie, de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies et du droit international coutumier. Il s'est donc avéré nécessaire de recourir à l'usage de la force dans le but de mettre fin à l'attaque armée et d'éviter que la situation ne s'aggrave davantage.

En raison des circonstances actuelles, en vue d'éviter la déstabilisation de la région, de réprimer les attaques armées et les violences dirigées contre les populations civiles, d'assurer la protection des droits de l'homme et des libertés conformément aux dispositions des articles 73 1) g), 98 et 100 1) de la Constitution de la Géorgie, de la loi relative à l'état de guerre et de l'article 6 a) de la loi relative à la mobilisation :

1. L'état de guerre est proclamé sur l'ensemble du territoire géorgien;
2. L'état de guerre restera en vigueur pendant une durée de quinze (15) jours;
3. Eu égard à l'état de guerre, la mobilisation générale est déclarée et les forces militaires seront déployées pour contrer une agression armée;
4. Le présent décret sera publié immédiatement par l'intermédiaire des médias et sera ensuite retransmis régulièrement (pendant une période de 24 heures) par les stations publiques de radiodiffusion toutes les deux (2) heures;
5. Le présent décret sera soumis à l'approbation du Parlement de Géorgie dans un délai de quarante huit (48) heures;
6. Le Ministre des affaires étrangères de la Géorgie (E. Tkeshelashvili) informera immédiatement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, les directions d'autres organisations internationales compétentes et les chefs des missions diplomatiques accréditées en Géorgie de la proclamation de la loi martiale;
7. Le présent décret entrera en vigueur dès sa signature et sera immédiatement publié au Journal officiel.

Le Président de la Géorgie
Mikheil Saakashvili

**Annexe III aux lettres identiques datées du 9 août 2008
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Décision du Parlement de Géorgie portant approbation
du décret n° 402 du Président de la Géorgie
en date du 9 août 2008, relatif à la proclamation
d'un état de guerre sur l'ensemble du territoire
de la Géorgie et de la mobilisation générale**

Le Parlement de Géorgie décide :

1. D'approuver, conformément aux dispositions des articles 62 et 100 1) de la Constitution de la Géorgie, de l'article 2 2) de la loi relative à l'état de guerre et des articles 238 1) et 239 1) du Règlement du Parlement de Géorgie, le décret n° 402 du Président de la Géorgie en date du 9 août 2008, relatif à la proclamation d'un état de guerre sur l'ensemble du territoire national et de la mobilisation générale;

2. Que la présente décision sera immédiatement exécutoire.

Le Président du Parlement de Géorgie
David **Bakradze**

Tbilissi
9 août 2008
